

MESSAGE N° 46 8 janvier 2008
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant
le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit
pour le cofinancement d'un plan social en faveur
du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise
concerné par la reprise du mandat «Demandeurs
d'asile» par une autre société**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit pour le cofinancement d'un plan social en faveur du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise concerné par la reprise du mandat «Demandeurs d'asile» par une autre société.

1. INTRODUCTION

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté le 15 novembre 2007 le mandat 4004.07 Carl-Alex Ridoré, Antoinette Romanens, Jean-François Steiert, Marie-Thérèse Weber-Gobet, Hubert Zurkinden, Christa Mutter, Solange Berset, Raoul Girard, Dominique Corninbœuf, Xavier Ganioz – participation au financement d'un plan social pour le personnel de la Croix-Rouge concerné par la reprise du mandat de prise en charge des demandeurs d'asile par la société ORS. Le Grand Conseil l'a cependant accepté sous réserve de l'élaboration d'un projet de décret (principe du financement et montants). Ce message et le décret y relatif répondent à cette condition.

De nombreuses informations concernant l'attribution du «mandat asile 2008» ont été données dans le cadre des réponses aux questions des députés Louis Duc (QA 3062.07) et Marie-Thérèse Weber-Gobet (QA 3063.07). Le présent projet n'y revient dès lors pas.

2. APPLICATION DE LA LÉGISLATION SUR LE PERSONNEL

2.1 Préambule

Le Conseil d'Etat rappelle le contenu de sa réponse du 30 octobre 2007 au mandat 4004.07. L'argumentation développée ci-après est dans les grandes lignes identique.

Le Conseil d'Etat est sensible à la situation du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise et comprend ses préoccupations. Dans ce sens, des démarches ont été entreprises afin de trouver des solutions à long terme pour le personnel. A plusieurs reprises, une délégation du Conseil d'Etat a rencontré une délégation du Comité directeur de la Croix-Rouge fribourgeoise, des représentants du personnel de la Division requérants d'asile et le Syndicat. Le Conseil d'Etat a été informé des discussions tenues lors de ces rencontres.

Le Service public de l'emploi (SPE) a mis en place des mesures de soutien au personnel de la Croix-Rouge, telles que séances d'informations générales et individuelles. Conformément à la convention entre la Croix-Rouge et l'Etat, une procédure quant à l'engagement du personnel de la Croix-Rouge à l'administration cantonale a également été mise en place (la préférence, à qualités égales, est donnée au personnel licencié de la Croix-Rouge).

Le Conseil d'Etat tient à rappeler qu'il n'est pas l'employeur du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise. Il

est cependant prêt à soutenir, à titre exceptionnel, le cofinancement d'un plan social élaboré par la Croix-Rouge fribourgeoise et cela dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat appliquée par analogie. En cas de suppression de poste, l'article 47 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1) et l'article 34 du règlement du 17 décembre 2002 du personnel de l'Etat (RPers; RSF 122.70.11) sont applicables en l'espèce.

Art. 47 Suppression de poste

¹ En cas de suppression de poste, le collaborateur ou la collaboratrice est transféré-e à un poste disponible correspondant à sa formation et à ses aptitudes.

² Si aucun poste correspondant à la formation et aux aptitudes du collaborateur ou de la collaboratrice n'est disponible, les rapports de service sont résiliés.

³ Le délai de résiliation est de six mois pour la fin d'un mois.

⁴ Sous réserve de l'alinéa 5, le collaborateur ou la collaboratrice a droit à une indemnité en fonction de l'âge et des années de service en cas de licenciement ou de transfert, au sens de l'article 35 al. 2, à un poste rémunéré à un niveau inférieur.

⁵ L'indemnité n'est pas due lorsque le collaborateur ou la collaboratrice a refusé une offre de poste équivalent, sur le plan de la rémunération, au poste supprimé. Elle n'est pas due non plus lorsque l'Etat a procuré au collaborateur ou à la collaboratrice un emploi auprès d'un autre employeur public ou privé, à des conditions comparables à celles dont il ou elle bénéficiait.

⁶ Les articles 50 à 55 relatifs à la mise à la retraite sont réservés.

Art. 34 Indemnité de suppression de poste (art. 47 LPers) a) Contrat de durée indéterminée

¹ L'indemnité de suppression de poste en cas de licenciement est égale à:

- a) une semaine de traitement (treizième salaire compris) lorsqu'au moment de la suppression de son poste le collaborateur ou la collaboratrice est âgé-e de moins de 30 ans ou compte moins de trois années de service;
- b) au triple du traitement mensuel (treizième salaire compris) lorsqu'au moment de la suppression de son poste le collaborateur ou la collaboratrice est âgé-e de plus de 30 ans mais de moins de 40 ans révolus;
- c) au quintuple du traitement mensuel (treizième salaire compris) lorsqu'au moment de la suppression de son poste le collaborateur ou la collaboratrice est âgé-e de plus de 40 ans mais de moins de 50 ans révolus;
- d) au sextuple du traitement mensuel (treizième salaire compris) lorsqu'au moment de la suppression de son poste le collaborateur ou la collaboratrice est âgé-e de plus de 50 ans révolus.

² Le montant prévu à l'alinéa 1 est augmenté d'un traitement mensuel (treizième salaire compris) par quatre années de service accomplies.

³ En cas de transfert en lieu et place du licenciement, le collaborateur ou la collaboratrice a droit à une in-

demnité calculée en fonction des alinéas 1 et 2, sur la base de la différence entre l'ancien traitement et le nouveau traitement.

⁴ L'article 38 est réservé.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat tient à préciser que le plan social ne peut s'appliquer qu'aux personnes qui ont postulé auprès de la Société ORS ou qui ont trouvé un emploi dans une tierce entreprise conformément à l'article 47 al. 5 LPers précité. Exception est faite pour le personnel qui reste engagé auprès de la Croix-Rouge pour le bouclage des comptes 2007 (mandat intérimaire, cf. aussi chapitre 2.3 ci-après). Dans le cas qui nous occupe, les dispositions de l'article ci-dessus, à savoir: «l'Etat a procuré au collaborateur ou à la collaboratrice un emploi auprès d'un autre employeur privé, à des conditions comparables à celles dont il ou elle bénéficiait» sont applicables. En effet, au vu du processus mis en place par le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater que dans les faits des postes ont été mis à disposition du personnel de la Croix-Rouge.

Si les dispositions de la LPers doivent être appliquées par analogie au personnel de la Croix-Rouge, celui-ci doit aussi en assumer les effets négatifs. La personne qui refuse un emploi correspondant à ses capacités, proposé soit au sein de l'Etat, soit par la possibilité de postuler auprès d'un autre employeur, n'a pas droit à l'indemnité de suppression de poste.

2.2 Etat de la situation

Au total, 55 personnes étaient engagées à la division «requérants d'asile» de la Croix-Rouge. De ces personnes

- A. 30 personnes ont reçu une proposition d'engagement auprès d'ORS, respectivement ont été engagées auprès de cette société. Cependant, une personne a choisi l'engagement par une tierce entreprise et une personne a un contrat de durée limitée à 6 mois. Donc 28 personnes ont des contrats de durée indéterminée, une personne un contrat de six mois et une personne a choisi l'offre d'une tierce entreprise.
- B. Pour une personne, les négociations avec ORS sont encore en cours, ayant trouvé un engagement à temps partiel auprès d'une tierce entreprise, elle n'est disponible qu'à un très faible pourcentage.
- C. 7 personnes ont reçu une réponse négative d'ORS. Deux d'entre elles ont trouvé entre-temps un autre emploi.
- D. 5 Personnes restent engagées à la Croix-Rouge pour terminer le mandat (mandat intérimaire). Deux ont déjà trouvé un engagement après ce mandat.
- E. Une personne est en arrêt maladie de longue durée.
- F. 9 personnes sont engagées par une tierce entreprise, dont notamment l'Etat et la Croix-Rouge. 6 personnes sont déjà mentionnées sous les points A, B, C et D.
- G. 8 personnes ont choisi de ne pas postuler auprès d'ORS et nous ne disposons pas d'autres informations à ce jour.

2.3 Principes du plan social

Le plan social est axé sur l'article 34 RPers, respectivement 47 LPers. Des indemnités sont calculées en fonction de l'âge de la personne concernée (art. 34 al. 1) et des années de service accomplies à la Croix-Rouge

(art. 34 al. 2), pour arriver à un coefficient, par exemple 6 fois le salaire mensuel. Si la personne a trouvé un autre emploi, il est possible que son nouveau traitement soit inférieur, l'article 34 al. 3 s'applique donc par analogie. Pour l'instant on peut donc distinguer 7 situations différentes, à savoir:

1. Les personnes engagées à ORS

Dans les cas où le nouveau traitement est inférieur, les indemnités sont calculées sur la base de la différence entre l'ancien et le nouveau traitement, multipliée par le coefficient.

2. Les personnes qui ont reçu une réponse négative d'ORS

Ces personnes reçoivent un salaire mensuel, multiplié par le coefficient. A noter que cette indemnité n'est pas versée en une fois. Les personnes restent engagées formellement par la Croix-Rouge pendant la durée équivalente à leur coefficient, mais sont libérées de l'obligation de travailler. Elles ont toutefois l'obligation de rechercher du travail. Elles sont donc suivies par les ORP et inscrits comme étant à la recherche d'un travail.

Exemple: une personne avec un coefficient de 9 et qui avait un salaire de 6000 francs, trouve après 3 mois un emploi à 5500 francs. Elle a droit à une indemnité de 21 000 francs, à savoir, 3 x 6000 francs et 6 x 500 francs (= différence entre ancien et nouveau salaire) à ce montant s'ajoute encore le prorata du treizième salaire. En application par analogie de l'article 47 al. 5 LPers, l'indemnité n'est plus due si l'Etat a procuré un emploi à des conditions comparables, indépendamment du fait que la personne ait accepté l'offre ou non.

3. Les personnes engagées dans le mandat intérimaire de la Croix-Rouge

Si la personne retrouve un travail après le mandat, la situation 1 s'applique, sinon c'est la situation 2 qui est applicable. En effet il n'était pas possible d'exiger de ces personnes de postuler auprès d'ORS, puisqu'elles se sont déclarées d'accord de terminer le mandat de la Croix-Rouge, notamment le bouclage des comptes 2007, et qu'elles n'étaient donc pas disponibles lors du transfert du mandat le 1^{er} janvier 2008.

4. Les personnes qui ont trouvé un emploi auprès d'une tierce entreprise

Ces personnes ont droit au plan social conformément à la situation 1 ci-dessus, pour autant qu'elles aient trouvé un emploi avant le 31 décembre 2007.

5. Les personnes qui n'ont pas postulé à ORS

Ces personnes n'ont pas droit au plan social.

6. Les personnes qui sont proche de la retraite

Le Conseil d'Etat a décidé de favoriser un emploi plutôt que de financer une retraite anticipée, puisque cette deuxième solution aurait été particulièrement défavorable aux intéressés avec le système du 2^e pilier de la Croix-Rouge. Des solutions ont effectivement pu être trouvées. Cependant une solution pour une personne doit encore être trouvée. Cette situation fait l'objet d'une analyse attentive. Une retraite anticipée pourrait tout de même être envisagée pour cette personne.

7. Les cas spéciaux

Au moment de la rédaction du message, il y a une personne qui était en arrêt maladie de longue durée pendant la phase de transmission du mandat asile. Un licenciement par la Croix-Rouge n'a pas encore pu être prononcé. Cette personne sera mise au bénéfice du plan social au moment du licenciement. Pour d'éventuels cas de figure qui pourraient encore surgir et pour lesquels il n'y a pas encore eu de décisions, le Conseil d'Etat gardera une marge de manœuvre. Toutefois la ligne directrice sera toujours l'application de l'article 34 RPers par analogie.

3. INCIDENCES FINANCIÈRES

Comme déjà mentionné, le décret prévoit un montant qui tient compte de la situation la plus défavorable notamment pour les situations 2 et 3. Les montants sont en effet équivalents aux montants des indemnités maximales, soit le cas où les salaires doivent être versés pendant la durée totale, calculée en fonction de l'article 34 RPers. Nous partons de l'idée qu'avec l'aide des conseillers en placement des ORP, ce montant pourrait être sensiblement abaissé. Ainsi, l'Etat fera tout ce qui est possible pour trouver un autre emploi pour les personnes concernées.

Le montant de 600 000 francs se compose de la manière suivante:

• Situation 1	<u>Les personnes engagées à ORS</u> 12 à 15 personnes	60 000 francs
• Situation 2	<u>Les personnes qui ont reçu une réponse négative d'ORS</u> 5 personnes	320 000 francs
• Situation 3	<u>Les personnes engagées dans le mandat intérimaire de la Croix-Rouge</u> 3 personnes	120 000 francs
• Situation 4	<u>Les personnes qui ont trouvé un emploi auprès d'une tierce entreprise</u> 4 à 5 personnes	30 000 francs
• Situation 5	<u>Les personnes qui n'ont pas postulé à ORS</u> 8 personnes	Ne sont pas concernées par le plan social
• Situation 6	<u>Les personnes proches de l'âge de la retraite</u> Les situations de 7 personnes ont été examinées, un cas reste encore en suspens. Cette personne figure également dans la situation 2 ci-dessus.	—
• Situation 7	<u>Les cas spéciaux</u> Une personne. On a intégré dans ce poste une réserve pour des imprévus.	70 000 francs

Pour des questions de protection des données, des informations plus détaillées concernant les salaires ne peuvent pas être divulguées.

Le montant maximal pour le cofinancement d'un plan social en faveur du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise concerné par la reprise du mandat «Demandeurs d'asile» par une autre société sera dès lors de 600 000 francs.

4. COMMENTAIRES DES ARTICLES

Article 1

Le montant de 600 000 francs doit être considéré comme un maximum. Il est calculé en fonction du scénario le plus défavorable, à savoir que les personnes ne retrouvent pas d'emplois rapidement. Pour plus d'informations cf. chapitre 3 INCIDENCES FINANCIÈRES. Le rapport mentionné à l'article 5 al. 2 du présent décret donnera les informations sur les montants effectivement versés.

Article 2

Le Conseil d'Etat constituera une provision à la clôture des comptes 2007, afin de pouvoir couvrir le dépassement prévisible de cette rubrique dû au cofinancement du plan social sur les comptes 2008.

Article 3

Cf. chapitre 2.3. Principes du plan social

Article 4

L'organisme responsable du plan social est la Croix-Rouge. L'Etat n'intervient qu'à titre exceptionnel et par analogie aux dispositions de la législation sur le personnel de l'Etat.

Articles 5 et 6

Ces dépenses sont en principe de la compétence du Conseil d'Etat. Celui-ci a été cependant d'accord d'élaborer un projet de décret. Au vu des montants en jeu, il n'y a pas lieu de soumettre ce décret au référendum financier, car les limites déclenchant le référendum ne sont pas atteintes.

Durant les mois de janvier et février 2008, les montants pour les situations 2 (personnes avec réponses négatives d'ORS et sans emploi) seront versés. Si le Grand Conseil refusait ce projet de décret, tout autre versement serait immédiatement interrompu.

5. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat vous invite à accepter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 46 8. Januar 2008
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Entwurf des Dekrets über einen Kredit für
die Mitfinanzierung des Sozialplans für das von
der Erteilung des Auftrags «Asylsuchende» an
ein anderes Unternehmen betroffene Personal des
Freiburgischen Roten Kreuzes

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Entwurf eines Dekrets über einen Kredit für die Mitfinanzierung des Sozialplans für das von der Erteilung des Auftrags «Asylsuchende» an ein anderes Unternehmen betroffene Personal des Freiburgischen Roten Kreuzes.

1. EINFÜHRUNG

Auf Antrag des Staatsrates nahm der Grosse Rat am 15. November 2007 den Auftrag 4004.07 Carl-Alex Ridoré, Antoinette Romanens, Jean-François Steiert, Marie-Thérèse Weber-Gobet, Hubert Zurkinden, Christa Mutter, Solange Berset, Raoul Girard, Dominique Corminbœuf, Xavier Ganioz an; dieser betraf die Mitfinanzierung eines Sozialplans für das Personal des Roten Kreuzes, das von der Übernahme des Mandats «Betreuung Asylsuchender» durch die ORS betroffen ist. Der Grosse Rat nahm den Auftrag allerdings unter dem Vorbehalt der Ausarbeitung eines Dekretsentwurfs an (Finanzierungsgrundsatz und Beträge). Diese Botschaft und das entsprechende Dekret entsprechen dieser Bedingung.

Zahlreiche Informationen über die Vergabe des «Asylmandats 2008» sind in der Beantwortung der Anfragen von Grossrat Louis Duc (QA 3062.07) und Grossrätin Marie-Thérèse Weber-Gobet (QA 3063.07) erteilt worden. Dieser Entwurf kommt daher nicht auf sie zurück.

2. ANWENDUNG DER PERSONALGESETZGEBUNG

2.1 Einleitung

Der Staatsrat verweist auf den Inhalt seiner Antwort vom 30. Oktober 2007 auf den Auftrag 4004.07. Die folgenden Ausführungen sind in den grossen Zügen dieselben.

Der Staatsrat ist empfänglich für die Situation des Personals des Freiburgischen Roten Kreuzes und versteht dessen Anliegen. In diesem Sinne erfolgten Bemühungen um langfristige Lösungen für das Personal. Mehrmals trat eine Delegation des Staatsrats mit einer Delegation des Direktionskomitees des Freiburgischen Roten Kreuzes, mit Personalvertreterinnen und -vertretern der Asylabteilung und der Gewerkschaft zusammen. Der Staatsrat wurde über die Diskussionen anlässlich dieser Zusammenkünfte informiert.

Das Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) setzte Massnahmen zur Unterstützung des Personals des Roten Kreuzes ein, wie zum Beispiel allgemeine und individuelle Informationssitzungen. Gemäss der Vereinbarung zwischen dem Roten Kreuz und dem Staat wurde auch ein Verfahren für die Anstellung von Personal des Roten Kreuzes in der Kantonsverwaltung eingeführt (bei gleichwertigen Qualifikationen wird das vom Roten Kreuz entlassene Personal bevorzugt).

Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass er nicht der Arbeitgeber des Personals des Freiburgischen Roten Kreuzes ist. Er ist aber bereit, ausnahmsweise die Mitfinanzierung eines vom Freiburgischen Roten Kreuz aufgestellten Sozialplans zu unterstützen, dies in den Grenzen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, das sinngemäss angewendet wird. Bei Abschaffung einer Stelle gelten im vorliegenden Fall der Artikel 47 des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1) und der Artikel 34 des Reglementes vom 17. Dezember 2002 über das Staatspersonal (StPR; SGF 122.70.11).

Art. 47 Abschaffung einer Stelle

¹ Bei der Abschaffung einer Stelle wird die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter an eine ihrer oder seiner

Ausbildung und ihren oder seinen Fähigkeiten entsprechende verfügbare Stelle versetzt.

² Wenn keine verfügbare Stelle der Ausbildung und den Fähigkeiten der Mitarbeiterin oder des Mitarbeiters entspricht, wird das Dienstverhältnis aufgelöst.

³ Es kann mit einer Kündigungsfrist von 6 Monaten auf das Ende eines Monats gekündigt werden.

⁴ Unter Vorbehalt von Absatz 5 hat die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter bei Entlassung oder Versetzung nach Artikel 35 Abs. 2 in eine tiefer eingereihte Stelle Anspruch auf eine Entschädigung nach Alter und Dienstjahren.

⁵ Es besteht kein Anspruch auf diese Entschädigung, wenn die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter ein Angebot für eine gehaltsmässig gleichwertige Stelle ausschlägt. Es besteht ebenfalls kein Entschädigungsanspruch, wenn der Staat der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter eine Stelle zu vergleichbaren Bedingungen bei einem anderen öffentlichen oder privaten Arbeitgeber verschafft.

⁶ Die Artikel 50–55 über die Pensionierung bleiben vorbehalten.

Art. 34 Entschädigung bei Stellenabschaffung (Art. 47 StPG) a) Unbefristeter Vertrag

¹ Die Entschädigung bei Stellenabschaffung beträgt bei einer Kündigung:

a) ein Wochengehalt (einschliesslich 13. Monatsgehalt), sofern die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter zum Zeitpunkt der Stellenabschaffung weniger als 30 Jahre alt ist oder weniger als 3 Dienstjahre geleistet hat;

b) das dreifache Monatsgehalt (einschliesslich 13. Monatsgehalt), sofern die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter zum Zeitpunkt der Stellenabschaffung zwischen dem vollendeten 30. und dem 40. Altersjahr steht;

c) das fünffache Monatsgehalt (einschliesslich 13. Monatsgehalt), sofern die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter zum Zeitpunkt der Stellenabschaffung zwischen dem vollendeten 40. und dem 50. Altersjahr steht;

d) das sechsfache Monatsgehalt, sofern die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter zum Zeitpunkt der Stellenabschaffung das 50. Altersjahr vollendet hat.

² Der in Absatz 1 vorgesehene Betrag wird pro geleistete vier Dienstjahre um ein Monatsgehalt (einschliesslich 13. Monatsgehalt) erhöht.

³ Bei Versetzung an Stelle der Entlassung hat die Mitarbeiterin oder der Mitarbeiter Anspruch auf eine Entschädigung, die entsprechend den Absätzen 1 und 2 und auf der Grundlage der Differenz zwischen dem alten und dem neuen Gehalt berechnet wird.

⁴ Der Artikel 38 bleibt vorbehalten.

Im Übrigen möchte der Staatsrat präzisieren, dass nach Artikel 47 Abs. 5 StPG der Sozialplan nur für Personen zur Anwendung kommen kann, die sich bei der ORS beworben oder eine Anstellung bei einer Drittfirma gefunden haben. Ausgenommen wird das Personal, das für den Abschluss der Geschäftsrechnung 2007 beim Roten Kreuz angestellt bleibt (Übergangsmandat, s. auch Kapi-

tel 2.3). In dem Fall, der uns hier beschäftigt, gelten die Bestimmungen des oben aufgeführten Artikels: «...wenn der Staat der Mitarbeiterin oder dem Mitarbeiter eine Stelle zu vergleichbaren Bedingungen bei einem anderen ... privaten Arbeitgeber verschafft». Angesichts des Prozesses, den der Staatsrat in Gang gesetzt hat, muss festgestellt werden, dass dem Personal des Roten Kreuzes effektiv Stellen zur Verfügung gestellt worden sind.

Wenn die Bestimmungen des StPG sinngemäss auf das Personal des Roten Kreuzes angewandt werden müssen, muss dieses auch die negativen Auswirkungen auf sich nehmen. Wer eine seinen Fähigkeiten entsprechende Anstellung, die ihm beim Staat oder von einem anderen Arbeitgeber angeboten wird, ausschlägt, hat keinen Anspruch auf die Entschädigung bei Abschaffung einer Stelle.

2.2 Heutige Sachlage

Insgesamt waren 55 Personen in der Asylabteilung des Roten Kreuzes beschäftigt.

- A. 30 von ihnen wurde eine Anstellung bei der ORS vorgeschlagen beziehungsweise sind bei ihr angestellt worden. Eine Person zog aber die Anstellung durch eine Drittfirma vor, und eine Person hat einen auf 6 Monate befristeten Vertrag. 28 Personen also haben unbefristete Verträge, eine Person hat einen Vertrag über sechs Monate, und eine Person hat das Angebot einer Drittfirma gewählt.
- B. Für eine Person sind die Verhandlungen mit der ORS noch in Gang; nachdem sie eine Teilzeitbeschäftigung bei einer Drittfirma gefunden hat, ist sie nur noch für einen sehr geringen Beschäftigungsgrad verfügbar.
- C. 7 Personen erhielten eine abschlägige Antwort der ORS. Zwei von ihnen haben inzwischen eine andere Beschäftigung gefunden.
- D. 5 Personen bleiben für die Beendigung des Mandats (Übergangsmandat) beim Roten Kreuz angestellt. Zwei davon haben schon eine Beschäftigung für die Zeit nach diesem Mandat gefunden.
- E. Eine Person ist langfristig krankgeschrieben.
- F. 9 Personen sind durch eine Drittfirma, insbesondere durch den Staat und das Rote Kreuz, angestellt worden. 6 Personen wurden ebenfalls bereits unter den Punkten A, B, C, und D erwähnt.
- G. 8 Personen haben sich gegen eine Bewerbung bei der ORS entschieden, und bisher verfügen wir über keine weiteren Informationen.

2.3 Grundsätze des Sozialplans

Der Sozialplan stützt sich auf Artikel 34 StPR beziehungsweise Artikel 47 StPG. Entschädigungen werden entsprechend dem Alter der betroffenen Person (Art. 34 Abs. 1) und den beim Roten Kreuz geleisteten Dienstjahren (Art. 34 Abs. 2) berechnet, um zu einem Koeffizienten zu gelangen, zum Beispiel sechsmal das Monatsgehalt. Hat die Person eine andere Beschäftigung gefunden, so ist ihr neues Gehalt möglicherweise niedriger und wird daher der Artikel 34 Abs. 3 sinngemäss angewendet. Derzeit lassen sich 7 verschiedene Situationen unterscheiden:

1. Bei der ORS angestellte Personen

Dort, wo das neue Gehalt niedriger ist, werden die Entschädigungen aufgrund der mit dem Koeffizienten multiplizierten Differenz zwischen dem früheren und dem neuen Gehalt berechnet.

2. Personen, die eine abschlägige Antwort der ORS erhalten haben

Diese Personen erhalten ein mit dem Koeffizienten multipliziertes Monatsgehalt. Übrigens wird diese Entschädigung nicht in einem Mal ausgerichtet. Formell bleiben die Personen für die ihrem Koeffizienten entsprechende Dauer vom Roten Kreuz angestellt, sind aber von der Arbeit freigestellt. Sie sind aber zur Arbeitssuche verpflichtet. Sie werden daher von den RAV betreut und sind als Stellensuchende angemeldet.

Beispiel: Eine Person mit einem Koeffizienten von 9 und einem bisherigen Gehalt von 6000 Franken findet nach 3 Monaten eine Stelle zu 5500 Franken. Sie hat Anspruch auf eine Entschädigung von 21 000 Franken, nämlich 3 x 6000 Franken und 6 x 500 Franken (= Differenz zwischen dem früheren und dem neuen Gehalt). Zu diesem Betrag kommt noch der Prorata- Anteil des 13. Gehalts. In sinngemässer Anwendung von Artikel 47 Abs. 5 StPG wird die Entschädigung nicht mehr geschuldet, wenn der Staat eine Beschäftigung zu vergleichbaren Bedingungen verschafft, unabhängig davon, ob die Person das Angebot angenommen hat oder nicht.

3. Im Übergangsmandat des Roten Kreuzes beschäftigte Personen

Findet die Person eine Arbeit nach Ablauf des Mandats, so gilt die Situation 1, wenn nicht, so gilt die Situation 2. Effektiv konnte von diesen Personen nicht verlangt werden, sich bei der ORS zu bewerben, weil sie sich bereit erklärten, das Mandat des Roten Kreuzes zu Ende zu führen, namentlich den Abschluss der Geschäftsrechnung 2007, und daher bei der Überführung des Asylmandats am 1. Januar 2008 nicht verfügbar waren.

4. Personen, die eine Beschäftigung bei einer Drittfirma gefunden haben

Diese Personen haben Anspruch auf einen Sozialplan nach der Situation 1. Dies gilt, sofern sie vor dem 31. Dezember 2007 eine Beschäftigung gefunden haben.

5. Personen, die sich nicht bei der ORS beworben haben

Diese Personen haben keinen Anspruch auf den Sozialplan.

6. Personen kurz vor dem Pensionsalter

Der Staatsrat hat beschlossen, eher eine Beschäftigung zu fördern als einen vorzeitigen Ruhestand zu finanzieren, denn diese zweite Lösung wäre mit dem System der 2. Säule des Roten Kreuzes besonders ungünstig gewesen. Effektiv konnten Lösungen gefunden werden. Für eine Person muss aber noch eine Lösung gesucht werden. Dieser Fall wird sorgfältig untersucht. Für diese Person könnte gleichwohl eine vorzeitige Pensionierung in Frage kommen.

7. Sonderfälle

Im Zeitpunkt der Abfassung dieser Botschaft, gab es eine Person, die in der Phase der Übergabe des Asylmandats langfristig krankgeschrieben war. Eine Entlassung durch das Rote Kreuz konnte noch nicht ausgesprochen

werden. Diese Person kommt zum Zeitpunkt ihrer Entlassung in den Genuss des Sozialplans. Für Situationen, die allenfalls noch auftauchen könnten und für die noch keine Entscheide gefallen sind, wahrt der Staatsrat einen Handlungsspielraum. Auf jeden Fall aber bleibt die sinn- gemässe Anwendung von Artikel 34 StPR richtungswei- send.

3. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Wie gesagt, sieht das Dekret eine Summe vor, die dem ungünstigsten Szenario Rechnung trägt, namentlich für die Situationen 2 und 3. Die Beträge entsprechen effektiv den Maximalentschädigungen, falls nämlich die Gehälter während der nach Artikel 34 StPR berechneten Gesamt- dauer bezahlt werden müssen. Wir gehen davon aus, dass diese Summe mit Hilfe der Personalberaterinnen und -berater der RAV spürbar gesenkt werden könnte. So wird der Staat alles ihm Mögliche tun, um für die betroffenen Personen eine andere Beschäftigung zu finden.

Die Summe von 600 000 Franken setzt sich wie folgt zu- sammen:

• Situation 1	<u>Von der ORS angestellte Personen</u>	
	12 – 15 Personen	60 000 Franken
• Situation 2	<u>Personen, die eine abschlägige Antwort der ORS erhalten haben</u>	
	5 Personen	320 000 Franken
• Situation 3	<u>Im Übergangsmandat des Roten Kreuzes beschäftigte Personen</u>	
	3 Personen	120 000 Franken
• Situation 4	<u>Personen, die eine Beschäftigung bei einer Drittfirma gefunden haben</u>	
	4 – 5 Personen	30 000 Franken
• Situation 5	<u>Personen, die sich nicht bei der ORS beworben haben</u>	Sind vom Sozialplan nicht betroffen
	8 Personen	
• Situation 6	<u>Personen kurz vor dem Pensionsalter</u>	
	Die Situation von 7 Personen ist ge- prüft worden, ein Fall bleibt noch hän- gig. Diese Person ist ebenfalls in der Situation 2 aufgeführt.	—
• Situation 7	<u>Sonderfälle</u>	
	Eine Person. Ausserdem ist eine Reserve für Unvorhergesehenes mitenhalten.	70 000 Franken

Aus Gründen des Datenschutzes können keine näheren Informationen über die Gehälter erteilt werden.

Die Höchstsumme für die Mitfinanzierung eines Sozial- plans für das von der Übernahme des Mandats «Asyl-

suchende» durch ein anderes Unternehmen betroffene Personal des Freiburgischen Roten Kreuzes beträgt somit 600 000 Franken.

4. ERLÄUTERUNG NACH ARTIKELN

Artikel 1

Die Summe von 600 000 Franken ist als Höchstbetrag anzusehen. Sie ist nach dem ungünstigsten Szenario berechnet worden, das heisst für den Fall, dass die Per- sonen nicht schnell wieder eine Anstellung finden. Für weitere Informationen siehe Kapitel 3 FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN. Der in Artikel 5 Abs. 2 des Dekrets erwähnte Bericht wird über die effektiv ausgerichteten Beträge informieren.

Artikel 2

Der Staatsrat wird eine Rückstellung im Zeitpunkt des Abschlusses der Jahresrechnung 2007 tätigen, um die voraussichtliche Überschreitung in dieser Rubrik infolge der Mitfinanzierung des Sozialplans über die Rechnung 2008 decken zu können.

Artikel 3

S. Kapitel 2.3. Grundsätze des Sozialplans

Artikel 4

Für den Sozialplan verantwortlich ist das Rote Kreuz. Der Staat tritt nur ausnahmsweise und in der sinngemäs- sen Anwendung der Gesetzgebung über das Staatsperso- nal auf den Plan.

Artikel 5 und 6

Diese Ausgaben fallen grundsätzlich in die Zuständig- keit des Staatsrats. Dieser war aber mit der Ausarbeitung eines Dekretsentwurfs einverstanden. In Anbetracht der Beträge wird dieses Dekret nicht dem Finanzreferendum unterstellt, weil die Summen tiefer sind als diejenigen, welche ein Referendum auslösen.

In den Monaten Januar und Februar 2008 werden die Be- träge für die Situationen 2 überwiesen (Personen mit ab- schlägigen Antworten der ORS und ohne Beschäftigung). Sollte der Grosse Rat diesen Dekretsentwurf ablehnen, so würde jede weitere Zahlung unverzüglich eingestellt.

5. ANTRAG

Der Staatsrat lädt Sie ein, diesen Dekretsentwurf gutzu- heissen.

Décret

du

**relatif à l'octroi d'un crédit pour le cofinancement
d'un plan social en faveur du personnel
de la Croix-Rouge fribourgeoise concerné par la reprise
du mandat «Demandeurs d'asile» par une autre société**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers);

Vu le règlement du 17 décembre 2002 du personnel de l'Etat (RPers);

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 janvier 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Un crédit de 600 000 francs au maximum est ouvert auprès de l'Administration des finances pour le cofinancement d'un plan social en faveur du personnel de la Croix-Rouge fribourgeoise concerné par la reprise du mandat «Demandeurs d'asile» par la société ORS Service AG.

Art. 2

Les crédits de paiements nécessaires seront comptabilisés en 2008, sous la position budgétaire du Service de l'action sociale, AISO – 3650/366.014 «Aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés».

Dekret

vom

**über einen Kredit für die Mitfinanzierung des Sozialplans
für das von der Erteilung des Auftrags «Asylsuchende»
an ein anderes Unternehmen betroffene Personal
des Freiburgischen Roten Kreuzes**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG);

gestützt auf das Reglement vom 17. Dezember 2002 über das Staatspersonal (StPR);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 8. Januar 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Für die Mitfinanzierung des Sozialplans für das Personal des Freiburgischen Roten Kreuzes, das von der Erteilung des Auftrags «Asylsuchende» an die ORS Service AG betroffen ist, wird bei der Finanzverwaltung ein Kredit von höchstens 600 000 Franken eröffnet.

Art. 2

Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter dem Budgetposten des Kantonalen Sozialamtes AISO – 3650/366.014 «Sozialhilfe an Asylsuchende und Flüchtlinge» des Jahres 2008 verbucht.

Art. 3

¹ Le cercle des bénéficiaires comprend les cas suivants:

- a) Pour les personnes engagées par ORS Service AG, l'indemnité est calculée sur la base de la différence entre l'ancien traitement et le nouveau traitement (art. 34 al. 3 RPers par analogie).
- b) Pour les personnes qui ont reçu une réponse négative d'ORS Service AG et qui n'entrent pas dans la catégorie décrite sous la lettre c ci-après, l'indemnité est calculée en fonction de l'âge et des années de service accomplies. Elle consiste en plusieurs traitements mensuels équivalant au montant du traitement lors de la suppression de poste (art. 34 al. 1 et 2 RPers par analogie), y compris les charges sociales.
- c) Pour les personnes qui ont trouvé un emploi auprès d'une tierce entreprise, l'indemnité est calculée sur la base de la différence entre l'ancien traitement et le nouveau traitement (art. 34 al. 3 RPers par analogie).
- d) Pour les personnes engagées dans le mandat intérimaire de la Croix-Rouge fribourgeoise pour une durée déterminée (bouclement des comptes 2007), l'article 34 al. 1 à 3 RPers est applicable par analogie, dès que leur contrat prend fin.
- e) Pour des situations exceptionnelles telles que maladie de longue durée et retraite anticipée, des solutions individuelles seront trouvées. Le Conseil d'Etat est compétent pour régler de telles situations.

² Les indemnités sont versées *pro rata temporis* une fois par mois. Le Conseil d'Etat peut également décider d'une autre fréquence de versement.

³ Le versement des indemnités est adapté si la situation se modifie. Les bénéficiaires sont tenus de communiquer immédiatement toute modification de nature à influencer le montant des indemnités.

⁴ Pour tous les cas, la législation sur le personnel de l'Etat, notamment les articles 47 LPers et 34 RPers, est applicable par analogie.

Art. 4

¹ Les indemnités sont versées à la Croix-Rouge fribourgeoise en tant qu'ancien employeur, avec la responsabilité pour cette dernière de les transférer aux bénéficiaires.

² Pour les personnes qui touchent des indemnités correspondant à des traitements mensuels (art. 3 al. 1 let. b ci-dessus), la Croix-Rouge continue de payer les charges sociales inhérentes au salaire, comme pendant l'année 2007.

Art. 3

¹ In den Genuss einer Unterstützung kommen folgende Personen:

- a) Für Personen, die von der ORS Service AG angestellt werden, wird die Entschädigung aufgrund der Differenz zwischen dem früheren und dem neuen Gehalt berechnet (Art. 34 Abs. 3 StPR sinngemäss).
- b) Für Personen, die eine abschlägige Antwort der ORS Service AG erhalten haben und nicht unter die nachstehende Kategorie c fallen, wird die Entschädigung nach dem Alter und den geleisteten Dienstjahren berechnet. Sie besteht in mehreren Monatsgehältern, die dem Gehalt zum Zeitpunkt der Abschaffung der Stelle einschliesslich der Sozialabgaben entsprechen (Art. 34 Abs. 1 und 2 StPR sinngemäss).
- c) Für Personen, die eine Stelle bei einer Drittfirma gefunden haben, wird die Entschädigung aufgrund der Differenz zwischen dem früheren und dem neuen Gehalt berechnet (Art. 34 Abs. 3 StPR sinngemäss).
- d) Für Personen, die im Übergangsmandat des Freiburgischen Roten Kreuzes befristet angestellt sind (Abschluss der Geschäftsrechnung 2007) gilt vom Moment an, an dem ihre Verträge ablaufen, der Artikel 34 Abs. 1–3 StPR sinngemäss.
- e) Für Ausnahmesituationen wie lang dauernde Krankheit oder vorzeitige Pensionierung werden individuelle Lösungen gesucht. Für die Regelung solcher Fälle ist der Staatsrat zuständig.

² Die Entschädigungen werden *pro rata temporis* einmal monatlich ausgerichtet. Der Staatsrat kann auch eine andere Zahlungshäufigkeit beschliessen.

³ Die Ausrichtung der Entschädigungen wird angepasst, wenn sich die Situation ändert. Die Begünstigten müssen jede Änderung, die sich auf die Höhe der Entschädigungen auswirken kann, unverzüglich melden.

⁴ Auf alle Fälle gilt die Gesetzgebung über das Staatspersonal, namentlich die Artikel 47 StPG und 34 StPR, sinngemäss.

Art. 4

¹ Die Entschädigungen werden dem Freiburgischen Roten Kreuz als ehemaligem Arbeitgeber ausgerichtet, das die Entschädigungen an die Begünstigten überweist.

² Für Personen, die als Entschädigung Monatsgehälter erhalten (Art. 3 Abs. 1 Bst. b), bezahlt das Rote Kreuz wie im Jahr 2007 die den Monatsgehältern entsprechenden Sozialabgaben.

³ Pour les personnes qui reçoivent des indemnités en fonction de la différence entre l'ancien traitement et le nouveau traitement (art. 34 al. 3 RPers par analogie), le montant n'est pas soumis à des contributions d'assurances sociales.

⁴ La Croix-Rouge établit un certificat de salaire pour les indemnités versées.

Art. 5

Le Conseil d'Etat établit, à l'intention du Grand Conseil, un rapport sur l'utilisation du crédit octroyé par le présent décret.

Art. 6

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

³ Wird als Entschädigung die Differenz zwischen dem früheren und dem neuen Gehalt ausgerichtet (Art. 34 Abs. 3 StPR sinngemäss), so müssen auf diesem Betrag keine Sozialabgaben entrichtet werden.

⁴ Das Rote Kreuz stellt für die ausgerichteten Entschädigungen eine Lohnbescheinigung aus.

Art. 5

Der Staatsrat erstellt zu Handen des Grossen Rates einen Bericht über die Verwendung des nach diesem Dekret gewährten Kredits.

Art. 6

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es wird rückwirkend auf den 1. Januar 2008 in Kraft gesetzt.